

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium 77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 08/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/02/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

A2C+GRANULATS VICAT+GSM site A

bp 12 route de donnemarie dontilly
77480 Saint-Sauveur-lès-Bray

Références : E24/0582

Code AIOT : 0006514331

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2024 dans l'établissement A2C+GRANULATS VICAT+GSM site A implanté Route d18 77134 Les Ormes-sur-Voulzie. L'inspection a été annoncée le 31/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- A2C+GRANULATS VICAT+GSM site A
- Route d18 77134 Les Ormes-sur-Voulzie
- Code AIOT : 0006514331
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Sur les communes de Mouy-sur-Seine et Les Ormes-sur-Voulzie (77), les entreprises A2C Granulat, GSM et VICAT sont autorisées à exploiter une carrière alluvionnaire dite site A par l'Arrêté Préfectoral du 19 octobre 2010 sur une surface de 177 ha 95 a 62 ca ; pour une production moyenne de 380 000 t/an (et maximale de 800 000 t/an) pour une durée de 30 ans.

En 2023, un arrêté préfectoral complémentaire a été pris actant l'extension de la carrière.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	GARANTIES FINANCIÈRES	Arrêté Préfectoral du 13/06/2023, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Modification du phasage	Arrêté Préfectoral du 13/06/2023, article 2	Sans objet
3	PLANS	Arrêté Préfectoral du 19/10/2010, article III - 21	Sans objet
4	Rabattement	Arrêté Préfectoral du 19/10/2010, article III - 7	Sans objet
5	Limitation d'accès	Arrêté Préfectoral du 19/10/2010, article III.19	Sans objet
6	Résultats des analyses	Arrêté Préfectoral du 19/10/2010, article IV.3.2.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation est correctement tenue et les prescriptions contrôlées sont globalement respectées. La valeur de la surface S2 n'est pas conforme mais l'exploitant a indiqué avoir des difficultés d'exploitation dues aux conditions météorologiques qui rendent l'exploitation difficilement praticable. L'exploitant a indiqué tout mettre en œuvre dès que possible pour rattraper son retard d'exploitation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modification du phasage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2023, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Phasage
Prescription contrôlée : Le plan de phasage de l'arrêté préfectoral n° 10/DCSE/M/017 du 19 octobre 2010 est remplacé par le plan de phasage annexé au présent arrêté préfectoral. Cette modification de phasage ne remet pas en cause le rythme, ni la durée, ni les conditions d'exploitation.
Constats : L'exploitation s'effectue en phase 4A actuellement conformément à l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 juin 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : GARANTIES FINANCIÈRES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2023, article 3			
Thème(s) : Risques accidentels, Garanties financières			
Prescription contrôlée : Article V-1 : Montants de référence des garanties financières. Les montants de référence des garanties financières TTC sont établis comme suit :			
Périodes	S1	S2	L
N°3 (à partir de la date du présent arrêté au 18/10/2025)	5,11 ha	10,5 ha	1584
Constats : Le bilan de situation à fin 2023 montre un dépassement en S1 de 5,28 pour 5,11. L'exploitant a indiqué avoir du retard dans la remise en état du site du fait des conditions météorologiques qui perturbent l'avancement de l'exploitation. Des fortes pluies depuis octobre rendent les terrains impraticables.			
Type de suites proposées : Avec suites			
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant			
Proposition de délais : 3 mois			

N° 3 : PLANS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2010, article III - 21
Thème(s) : Risques accidentels, Plans
Prescription contrôlée : Il est établi un plan orienté de la carrière sur fond cadastral. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">- l'échelle,- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,- les bandes de 10 mètres, les zones supplémentaires de recul,- les zones en cours d'exploitation,- les cotes fonds de fouilles y compris des zones en eaux,- les zones déjà exploitées non remises en état,- les zones remises en état,- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, (cote NGF),- les convoyeurs et infrastructures,- les pistes et voies de circulation y compris hors périmètre,- le tracé des lignes électriques,- les piézomètres, les fossés de recharge,- la position des éléments visés à l'article III-20 et leurs éventuelles servitudes,- les bornes mentionnées à l'article HI-2,- les valeurs des éléments S1, S2 et L définis à l'article V-1

Ce plan, remis à jour au moins une fois par an, au 31 décembre de l'année N, est certifié conforme par l'exploitant et est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface autorisée restant à exploiter, les réserves autorisées restant à exploiter, la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente,...).

Il est joint un relevé établi par un géomètre mentionnant le volume des stocks de stériles de découverte et terre végétale présents sur le site.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection son bilan annuel 2023 le 12 février 2024. Celui-ci est accompagné d'un plan, certifié conforme et signé par l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rabattement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2010, article III - 7

Thème(s) : Risques accidentels, Rabattement de nappe

Prescription contrôlée :

Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation.[...]Le rabattement partiel de la nappe pour des travaux de découverte n'est mis en œuvre que s'il est nécessaire uniquement pour le décapage et en période d'étiage. Il concerne exclusivement les phases 7a, 8a, 8b, 9a et 9h. L'exploitant prévient l'inspection des installations classées avant de commencer à rabattre la nappe et indique la durée prévisionnelle du rabattement.

Constats :

Aucun rabattement de nappe n'a été effectué jusqu'à présent.
Celui-ci n'est pas autorisé en phase 4.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Limitation d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2010, article III.19

Thème(s) : Risques accidentels, Accès

Prescription contrôlée :

Durant les heures d'activité (cf. article 1-5), l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit. L'accès de l'exploitation est interdit au public. Les intersections avec des chemins sont équipées de portail. Une clôture solide et efficace constituée au plus de grillages à larges mailles (10x10 cm au minimum) avec des poteaux espacés de 5 m au moins à l'exclusion de toute maçonnerie de fondation est mise en place autour des zones dangereuses, notamment des chantiers de découverte ou d'exploitation, les pistes, les convoyeurs s'ils ne sont pas intégralement capotés. Des pancartes indiquant le danger sont apposées à intervalle régulier (distance entre panneaux de l'ordre de 50 m), sur les chemins d'accès aux travaux, ainsi qu'à proximité du périmètre clôturé particulièrement le long des chemins ruraux. Le bon état des clôtures et pancartes fait l'objet d'un contrôle à minima semestriel.

Constats :

La carrière est clôturée efficacement. Les différents accès sont équipés de portails.
Des clôtures avec des pancartes indiquant le danger sont présentes.
L'accès de l'exploitation est interdit au public.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Résultats des analyses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2010, article IV.3.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Analyses des eaux
Prescription contrôlée : Les résultats des analyses prévues aux articles IV.3.2.2 et IV.3.2.3 sont consignés dans un registre. Un bilan des analyses prévues aux articles IV.3.2.2 et IV.3.2.3 est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 1 ^{er} février de l'année suivante et immédiatement en cas d'anomalie. Ces analyses et bilan sont accompagnés de tout commentaire expliquant les motifs d'éventuels dépassements ainsi que les mesures prises ou envisagées pour y remédier.
Constats : Le bilan des analyses et suivis des eaux souterraines a été transmis à l'inspection dans le cadre du suivi annuel de la carrière. Aucune non-conformité n'a été relevée.
Type de suites proposées : Sans suite